

Dans le 92, l'ancien patron de l'UMP explique qu'il a voté Le Pen en 2002

PAR MARINE TURCHI
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 21 FÉVRIER 2012

Le Conseil constitutionnel a refusé, **ce mardi**, de rendre anonymes les parrainages de maires nécessaires pour se présenter à l'élection présidentielle. Une bataille perdue pour Marine Le Pen, qui n'a eu de cesse de réclamer cet anonymat. Si le Front national a de réelles difficultés pour obtenir ses 500 signatures, certains maires UMP le reçoivent et lui réservent un accueil plus que chaleureux. Notamment dans les Hauts-de-Seine, fief de Nicolas Sarkozy.

C'est ce que raconte Claire Checcaglini dans *Bienvenue au Front – Journal d'une infiltrée*, publié le 27 février aux éditions Jacob-Duvernet. Pendant huit mois, de mai 2011 à janvier 2012, cette journaliste a infiltré le Front national à Neuilly (Hauts-de-Seine) et gravi les échelons. «*Je vais t'emmener voir les maires parce que tu présentes bien*», lui dit à l'automne dernier Rémi Carillon, le secrétaire départemental du FN 92, et membre du comité central du parti. Cette quête des 500 signatures la mène dans les bureaux de deux maires UMP du département qui se montrent très accueillants.

Philippe Pemezec d'abord, maillon clé de l'UMP dans les Hauts-de-Seine (voir **cette vidéo** et **sa fiche d'élu**). Ce sarkozyste, à la tête de l'UMP 92 jusqu'en mars 2011, vice-président UMP du conseil général (en charge du développement durable et de l'égalité des chances), maire du Plessis-Robinson, et député de 2002 à 2007, est candidat aux législatives de juin dans la 12^e circonscription.



Il a beaucoup épaulé Jean Sarkozy, **avec qui il s'entend bien**, dans son ascension dans le département (voir **cette vidéo** ou **celle-ci**). En mars dernier, il

détaillait son engagement **sur son blog** : «*Nicolas Sarkozy m'avait demandé de m'occuper des Hauts-de-Seine pour être certain que le département garde le cap politique qu'il avait initié dans la continuité de Charles Pasqua.*»

Son «*cap politique*» à lui, il l'a livré au secrétaire départemental du FN 92 et à Claire Checcaglini – qu'il pensait être une militante FN. La scène se passe le 13 décembre 2011, à 18h30, dans son bureau, autour d'un café.

«*Je suis très content de vous recevoir*», dit-il d'entrée. «*Enfin, je ne vais pas forcément accéder à votre demande (...) Je ne suis pas antifrontiste, au contraire. Je vote à droite, donc je ne me suis jamais trompé d'adversaire, voilà. Bon, je ne vais pas vous l'écrire, ni vous le dire par téléphone. Je vous reçois par correction d'abord, et puis par gentillesse, parce que c'est dans ma nature, mais je suis un homme de droite, résolument à droite.*»

Il poursuit avec un aveu surprenant : «*Au deuxième tour de la présidentielle, j'ai voté Jean-Marie Le Pen. Chirac, il était sûr de gagner. Je suis RPR de formation, j'ai fait mes études à Assas, donc je suis un garçon d'ordre. Je ne suis pas un dangereux gauchiste, mon camp c'est la droite. Je ne voterai jamais à gauche, les choses sont claires.*»

S'il ne donne pas son parrainage à Marine Le Pen, c'est surtout pour une question d'image. «*C'est délicat de vous donner ma signature, parce que je vais être candidat dans ma circonscription et j'ai déjà une image de droite un peu dure que j'essaie d'attendrir.*»

Il connaît d'ailleurs la présidente du Front national (le siège du FN se trouve dans le département) et rappelle qu'«*aux vœux du conseil général, [s]a femme et elle avaient sympathisé.*»

« Je fais très gaffe »

Il poursuit sur le terrain des idées. «*Je suis contre l'entrée de la Turquie dans l'Europe, contre l'entrée des musulmans. Dernièrement, à l'occasion d'une crèche pour Noël, je remarque une femme voilée. Je salue son mari et puis je me dis : merde ! Je reviens la voir et j'ai du mal à contenir des élans de ce*

genre. Je lui dis : "Écoutez, Madame, vous êtes dans une mairie ici, c'est un lieu public, soyez gentille, enlevez votre voile." *Le mari décide de partir. Je lui réponds : "Bonne idée, monsieur." Puis elle revient me voir pour protester : "Vous fêtez Noël alors que nous sommes dans une République laïque." Là-dessus, je lui dis : "Madame, je suis français, de tradition catholique, vous ne croyez tout de même pas que je vais m'asseoir sur mon histoire, mes traditions, ma culture, pour me laisser envahir par la vôtre. Si vous n'êtes pas contente, quittez les lieux." Et je l'ai foutue dehors...»,* dit-il en sifflant discrètement. *«Quel, bonheur, ça doit faire plaisir...»,* coupe le secrétaire général frontiste. *«Ça m'a fait du bien»,* raconte Philippe Pemezec.



Le vice-président du conseil général va plus loin. *«Je participe aux commissions d'attribution des logements sociaux à l'office départemental des Hauts-de-Seine. Et je peux vous dire qu'au Plessis, il n'y a pas beaucoup d'Arabes. Je fais très gaffe.»*

Le sujet de la diabolisation du Front national vient sur la table. Philippe Pemezec se dit favorable à l'entrée de représentants de l'extrême droite à l'Assemblée nationale. Lui-même candidat aux législatives en juin, il assure que, lors de son éventuel mandat à venir, il *«n'hésitera pas à l'ouvrir»*. Il clôt le rendez-vous et raccompagne ses deux convives vers l'ascenseur: *«En tout cas, je suis ravi d'avoir fait votre connaissance.»*

Nous avons tenté de contacter à plusieurs reprises Philippe Pemezec à sa mairie et sur son portable (lire notre «Boîte noire»). Seul son directeur de cabinet, Olivier Rioult, nous a recontacté. Il était au courant de cette réunion. *«Philippe Pemezec était en contact avec un responsable du Front national. (...) Ce qui est sûr, c'est que ce monsieur (le secrétaire départemental du FN 92 - NDLR) est venu collecter les signatures et qu'on lui a refusé catégoriquement»,* dit-il. Sur la teneur de la réunion, Olivier Rioult, qui n'était pas

présent, ne cache pas son étonnement. *«Je suis pas du tout au courant de ces propos. Ça m'étonne étant donné qu'il est UMP, que c'est un fervent soutien de Nicolas Sarkozy, c'est un gaulliste social. Très sincèrement, ça m'étonnerait... (...) Je tombe un peu des nues...»*

«Bien malin qui peut dire aujourd'hui ce qui serait le plus souhaitable pour la France»

Selon Philippe Pemezec, les deux frontistes devraient également *«être très bien reçus»* à Bois-Colombes, autre commune du département. Le maire UMP, Yves Révillon, conseiller général depuis 2001, est lui aussi l'un des vice-présidents du conseil général (en charge du patrimoine non scolaire). La réunion a lieu de le 29 décembre 2011, à 19h30, dans sa mairie.

«Il y a deux solutions, leur dit le maire. Soit Marine Le Pen a ses 500 signatures sans problème, soit ce n'est pas le cas et, quinze jours avant la date limite des dépôts au Conseil constitutionnel, prévenez-moi. Il est possible que des gens même encartés ailleurs vous donnent leur signature, non pas par adhésion au parti, mais parce qu'ils trouvent anormal qu'elle ne soit pas présente. Mais aujourd'hui, vous êtes le parti qui fait peur à gauche comme à droite, donc je suis convaincu que le PS et l'UMP donnent des consignes pour que vous n'ayez pas facilement vos signatures.»

Le secrétaire départemental du FN évoque l'hypothèse de l'élimination de Nicolas Sarkozy par Marine Le Pen. Mais pour le conseiller général UMP, une défaite de Nicolas Sarkozy n'est pas si dramatique. *«Bien malin qui peut dire aujourd'hui ce qui serait le plus souhaitable pour la France, en étant honnête, dit-il. J'ai connu des chefs d'entreprise, et Dieu sait qu'ils étaient de droite, qui disaient : heureusement que la gauche gagne parce qu'on était mal barré. Parfois, il y a des chocs qui sont salutaires après tout.»*

Yves Révillon ne se montre pas contre une alliance avec le FN, sur le plan local comme national. Car pour lui, l'image du Front national renvoyée par les journalistes n'est pas conforme à la réalité. *«On fait une caricature du FN. Or, comme dans tout parti, il y a*

95 % de gens normaux et quelques tordus. Je ne pense pas que le but du FN soit d'être élu et de zigouiller la moitié de la population.»

Contacté jeudi par Mediapart, Yves Révillon confirme cette réunion. *«Ils venaient me voir pour me demander de donner ma signature pour Marine Le Pen. Je leur ai dit bien sûr que je trouverais normal que Marine Le Pen puisse se présenter, puisque c'est un parti comme un autre et qu'il est normal au niveau démocratique que tout le monde puisse se présenter, mais que je ne partageais pas quand même les idées du Front national. Mais qu'il n'était pas impossible, en février, s'ils avaient un problème avec les signatures, que, effectivement, on nous dise, à un certain nombre, de donner nos signatures.»*

Il affirme refuser toute alliance avec le FN ou avoir évoqué le sujet. *«Pas du tout, on n'a pas du tout discuté de cela. (...) Je n'ai jamais dit que j'étais*

ouvert au Front national.» D'ailleurs, dit-il, *«quand (il s'est) présenté aux municipales et aux cantonales, (il n'a) jamais fait aucune alliance avec personne car c'est se moquer du monde.»* *«Que des gens, après tout, votent FN... Ce qui me gêne dans le FN, c'est qu'on jette l'anathème sur des gens, je trouve cela très dommageable.»*

La présence au second tour de Marine Le Pen serait-elle *«un choc salutaire»*, comme il l'avait sous-entendu ? Il *«n'a plus souvenir»* de ces propos. *«Ça, c'est possible, je n'en sais rien. Il y a des petites choses que j'ai dites qui m'étonnent... (...) Je suis très étonné...»* Puis il explique : *«J'ai dit cela parce que je ne voulais pas être désagréable avec eux. Quand ils sont venus, ils ont été très gentils avec moi. Là, ils me harcèlent pour avoir un second rendez-vous. J'ai dit non, moi je ne suis pas du tout FN.»*

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 1 538 587,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 538 587,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.